



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24h.

Plus de détails à la page 8.

Octroi des exonérations (page 3)

# C'en est trop !



Les réalisations des exonérations s'élèvent à 190,6 milliards de FBu contre 18 milliards de FBu de prévisions, soit un taux de réalisation de 1059%.

SOCIETE

AGRICULTURE

COMMERCE



Bujumbura Mairie

336 cas de divorce signalés en 2022  
(page 3)



Filière café

Quand le prix payé au producteur démotive les caféiculteurs  
(page 5)



Rumonge

Fermeture des marchés informels  
(page 8)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



## Editorial

## Non-sens !



Mélance Maniragaba,  
Rédacteur en chef adjoint.

Est-ce que réellement, le pauvre contribuable savoure le fruit des exonérations ? Peut-être que la notion d'exonération dépasse notre entendement ! Sinon les chiffres sur les exonérations incitent à des questionnements.

En témoigne par exemple l'exercice budgétaire 2021-2022. Les réalisations des exonérations sont de 190,6 milliards de FBu contre 18 milliards de FBu de prévisions, soit un taux de réalisation de 1059%, un taux qui ne cesse d'augmenter depuis un bon bout de temps.

Ce chiffre qui ne tient d'ailleurs pas en compte les secteurs porteurs de croissance est à l'image même des exonérations précédentes. Ce qui fait remarquer que les prévisions des exonérations ne sont pas tenues en considération. Apparemment, la liste des acquéreurs des exonérations n'est pas exhaustive. A voir les chiffres, elle est élastique.

La procédure d'octroi des exonérations, la manière dont elles sont gérées, les personnes exonérées, la somme modique remise dans la caisse fiscale, le suivi...font couler beaucoup

d'encre et de salive chez les experts, les autorités habilitées voire le plus haut sommet.

Au niveau du suivi, parfois, on vous dira que le suivi de celles-ci souffre du manque de moyens financiers et humains. Dans ce cas, on dirait que ceux qui exonèrent ont bien assimilé la Bible. Celle-ci stipule que la main qui donne est plus heureuse que celle qui reçoit. Bien sûr s'ils ne comprennent pas le sens du philosophe latin Sénèque qui estime qu'une main lave l'autre, pour dire que le profit vient avant la technique.

Si le doute sur les exonérations plane sur les plus éclairés ou les enfants gâtés, cela veut dire que la menace pèse sur les va-nu pieds. L'important est donc de savoir quand est-ce qu'on se départira du doute. Il serait mieux de se défaire de ce silence, de travailler d'arrachepied réfléchissant mille et une fois pour faire bénéficier ces exonérations à ceux qui les méritent. Dans le cas contraire, celles-ci demeureront un coup d'épée dans le dos du citoyen lambda et, partant, un non-sens !

### Le Burundi s'améliore en matière de visas



Le Burundi est actuellement au 2<sup>ème</sup> rang des visas les plus ouverts dans les pays de l'Afrique de l'Est et à la 12<sup>ème</sup> place en Afrique en général. Il est passé de la 44<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> place en Afrique cette année, selon un rapport de la Banque Africaine de Développement.

Selon ce rapport, les avancées enregistrées sont le résultat de l'autorisation aux voyageurs en provenance des pays de l'EAC d'entrer au pays sans demande de visa. Pour les voyageurs en provenance d'autres pays africains, la demande de visa se fait à leur arrivée à l'aéroport.

### Le sport, un sujet d'une importance exceptionnelle

Le sport en général et le football en particulier est un sujet d'une importance exceptionnelle pour les étudiants, indique Jean-Michel de Waele, professeur à l'Université Libre de Bruxelles dans une conférence organisée mercredi le 14 décembre 2022 par le Club d'Economie de l'Université des Grands Lacs (CECUGL) en collaboration avec le Centre de Recherche, de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat (CRIE) de ladite Université. «Il semble que le sport est un peu un sujet d'amusement ou même de badinage, car on ne cesse de discuter sur cela à la maison ou dans les cabarets», explique-t-il. Pourtant, de Waele fait remarquer que le sport est plus beau que cela.

Selon toujours lui, le football professionnel est un secteur économique qui se développe énormément. La raison évoquée est qu'il génère 1,5% du Produit Intérieur Brut dans les pays où il est très développé. «Avec le football, on construit des stades, on paie les droits de retransmission et de transfert. Des milliers d'emplois sont créés», argue-t-il. De plus, on gagne beaucoup d'argent à travers la vente des maillots. Et d'ajouter que les touristes deviennent nombreux lors des grands matchs. Ce qui fait que les pays en tirent beaucoup de richesses. Cependant, ce professeur d'université s'inquiète du fait qu'on n'implique pas les étudiants à faire des travaux de fin d'études et de recherche sur l'économie du sport au Burundi.

Mgr Herménégilde Nduricimpa, recteur de l'UGL s'en réjouit. Selon lui, les conférences pareilles constituent une opportunité aux étudiants d'améliorer leurs connaissances. Hugues Mizero, président du CECUGL et Directeur Administratif et Financier adjoint de l'UGL abonde dans le même sens. «De telles conférences sont une bonne source du savoir pour les étudiants», affirme-t-il. Claude Nivyayo, directeur adjoint de la recherche et coordinateur du CRIE de l'UGL conclut qu'il s'avère nécessaire d'organiser de façon continue ces conférences dans l'objectif de renforcer les capacités des étudiants en plus des connaissances acquises en classe.

### Les syndicats SYNAPA et SNTS réclament d'être rétablis dans leurs droits

Les syndicats SYNAPA représenté par Mélance Hakizimana et SNTS représenté par Marie Bukuru s'inquiètent du fait que le nouveau statut général des fonctionnaires ne tient pas compte du travail abattu par les prestataires de soins. «Le personnel de la santé travaille presque 24 heures sur 24 heures sans congé annuel. Il est exposé à la fatigue chronique. De plus, l'émergence des pandémies, des épidémies et autres maladies comme le VIH/Sida, le Covid-19, l'Ebola, le paludisme, la tuberculose, le cholera, la dysenterie bacillaire, etc aggrave la situation», expliquent-ils dans une conférence de presse animée ce jeudi 15 décembre 2022. Ces syndicats déplorent que le nouveau statut général des fonctionnaires ne tienne pas compte de ces efforts supplémentaires et de ces risques. Ils réclament les indemnités y relatives noyées par ce nouveau statut général des fonctionnaires.

### Une partie du barrage hydroélectrique Jiji-Mulembwe en cours de construction s'est effondrée



Suite aux pluies diluviennes du 13 décembre 2022, une partie du barrage hydroélectrique Jiji Mulembwe en cours de construction s'est effondrée. Ce drame arrive au moment où la fin des travaux de construction de ce barrage était prévue en 2023. Ce barrage va produire autour de 49MW une fois les travaux terminés. Et de conclure que le projet Jiji-Mulembwe est estimé à 270 millions USD et qu'il est financé par un consortium de bailleurs de fonds actifs dans le secteur de l'énergie au Burundi, dont la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement et l'Union Européenne.

**BurundiEco**

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint :  
Mélance Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 15 Décembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2043	2076
Euro	2150	2185
Shi. Kenyan	16,6446	16,9130
Shi. Tanzanien	0,8754	0,8895
Shi. Ougandais	0,5537	0,5626
Fr Rwandais	1,8806	1,9109

# Bujumbura Mairie : 336 cas de divorce signalés en 2022

Au cours de cette année 2022, plus de 330 cas de divorce sont signalés dans les trois communes Ntahangwa, Muha et Mukaza de la mairie de Bujumbura. Et de découvrir les causes et les conséquences de cette situation dans ce numéro

Les cas de divorce deviennent de plus en plus nombreux dans la mairie de Bujumbura. Au cours de cette année 2022, Agnès Bangiricenge, porte-parole de la Cour suprême fait savoir que 336 cas ont été enregistrés dans les communes Ntahangwa, Muha et Mukaza.

Dans la commune Ntahangwa, la zone Cibitoke enregistre 24 cas, Kamenge 38 cas, Gihosha 21 cas, Kinama 61 cas, Buterere 9 cas et Ngagara 22 cas. Dans la commune Mukaza, la zone Rohero enregistre 21 cas, Bwiza 20 cas, Buyenzi 12 cas et Nyakabiga 22 cas.

Dans la commune Muha, la zone Kanyosha enregistre 39 cas de divorce, Kinindo 31 cas et Musaga 16 cas.

Mme Josiane Ciza, psychologue rencontrée dans la commune Mukaza fait savoir que cette situation est alarmante. Selon elle, les raisons de cette situation sont nombreuses. « Certains hommes pensent que la femme est à traiter comme on veut comme cela se faisait auparavant. Ils s'arrogent encore le droit de frapper leurs épouses, de leur priver la liberté et le droit d'expression. Pire encore, certaines femmes sont privées du droit au travail. Elles sont sommées de rester à la maison

pour ne s'occuper que des travaux ménagers», explique-t-elle.

Et Ciza d'ajouter qu'il y a des femmes qui n'ont pas le droit de gérer leurs salaires. Ceux-ci transitent sur les comptes de leurs maris sans consentement aucun.

Cette psychologue conseille ces hommes de changer ces attitudes pour l'intérêt de leurs foyers, car la plupart des femmes d'aujourd'hui n'acceptent pas d'être traitées ainsi. Si son mari la traite ainsi, elle préfère divorcer, renchérit-elle.

## Les hommes appelés à prendre au sérieux la question de la gestion des foyers

Un des hommes contactés par Burundi Eco demande aux hommes de prendre au sérieux la question de la gestion de leurs foyers. «Les hommes doivent veiller à ce que leurs familles vivent dans de bonnes conditions. Ils doivent mener un dialogue permanent avec les membres de leurs familles». Selon lui, c'est de ce dialogue que naissent les bonnes relations entre la femme et son mari. «Je sais que la plupart des ménages sont confrontés au problème de la cherté de la vie. Pourtant, avec le dialogue, la solution éclate et le divorce est évité», confie-t-il.

Il fait remarquer que le patriarcat a fait que la femme soit quelquefois minimisée. Ce qui est à l'origine de ces divorces qui évoluent en flèche. Et de renchérit que les hommes doivent prendre un temps suffisant pour écouter leurs épouses. C'est de cette façon que va jaillir le respect dont les hommes ont besoin et l'amour dont les femmes ont besoin.



Agnès Bangiricenge, porte-parole de la Cour suprême : «336 cas de divorce ont été enregistrés dans les communes Ntahangwa, Muha et Mukaza».

En plus des cas de divorce annoncés par les tribunaux, Alexis Ndayizigiye, psychologue et représentant de la Clinique de l'Education et de la Psychothérapie fait savoir qu'il y a d'autres cas de divorce qui ne sont pas connus au niveau des tribunaux. «Le mari a sa propre chambre et la femme autant. Ils ne partagent rien. C'est chacun pour soi et Dieu pour tous. Ils se regardent en chiens de faïence et ils ne cessent pas de se quereller», éclaire-t-il.

Selon Ndayizigiye, les principales causes du divorce sont entre autres l'adultère, l'infidélité, la dilapidation du trésor familial et la condamnation de l'un des époux. De plus, il

indique qu'il y a d'autres facteurs qui amplifient le phénomène des cas de divorces. «Certaines jeunes femmes ne savent pas comment préparer le repas. Elles prétendent que c'est une affaire des domestiques. Si le groom n'est pas disponible, ce couple est obligé d'acheter le repas au restaurant ou de manger au cabaret», argumente-t-il. Et d'ajouter la propreté au sein de la famille et certains époux ne supportent pas ce genre de femmes.

De surcroît, Ndayizigiye laisse entendre que certaines femmes gèrent mal leur émancipation. Elles croient qu'il s'agit de rentrer quand on veut et faire n'importe quoi.

Non, précise-t-il, l'émancipation est venue, parce que la fille était vouée à rester à la maison pour s'occuper des travaux ménagers. Elle n'avait pas accès à l'éducation au même titre que le garçon. Ce qui s'est repercuté sur son intégration dans les instances de prise de décisions. L'émancipation de la femme est venue pour inverser la tendance.

## Quid des conséquences ?

Les conséquences du divorce sont fâcheuses, confie Ndayizigiye. Les enfants errent partout comme des animaux qui n'ont pas d'étables. Ils ne savent pas à quel saint se vouer. Ils leur manque un modèle pour une bonne éducation. De plus, le couple séparé n'est pas épargné de cette déconvenue. Il vit un moment de détresse. Tous les deux perdent leur dignité et leur respectabilité. Ils sont tous exposés aux tentations de ceux qui veulent leur faire des rapports sexuels. En effet, ils peuvent mettre au monde des enfants naturels. Et d'ajouter que leurs familles se regardent en chiens de faïence.

Ndayizigiye invite les couples à mettre en avant le dialogue. Celui-ci devrait primer sur tout pour régler les conflits au sein des couples. Il est un bon remède pour tous les maux. Il fait remarquer que ceux qui fondent leurs foyers n'ont pas les mêmes comportements. «Une fois qu'ils ont fondé leurs foyers, ils doivent développer le dialogue, la tolérance et le pardon, car chacun a ses forces et ses faiblesses. Personne n'est parfait», conclut-il.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## ECONOMIE

### Exécution du budget 2021-2022

# La réalisation des exonérations atteint 1059%

Le ministère de Finances vient de présenter le rapport d'exécution du budget annuel 2021-2022. Des dépassements hors pairs s'observent toujours dans l'octroi des exonérations. Les députés déplorent que les secteurs porteurs de croissance soient négligés

L'Assemblée Nationale a analysé vendredi le 09 décembre 2022 le rapport sur l'exécution du budget annuel 2021-2022.

Globalement, la réalisation des recettes est de 108%, dépassant ainsi les prévisions. La réalisation de certaines catégories des dépenses dépasse également les prévisions. C'est entre autres les salaires et les traitements qui sont à 105,4 %.

## Les dépassements sur les exonérations persistent

Comme pour les années antérieures, les réalisations des exonérations dépassent largement les prévisions. Elles s'élèvent à 190,6 milliards de FBu contre 18 milliards de FBu de prévisions, soit un taux de réalisation de 1059%. Les députés dénoncent que les secteurs porteurs de croissance ne sont pas pris en compte. Les exonérations accordées au secteur de l'agriculture sont de 1 milliard de FBu, soit 0,1% (aux intrants agricoles). 30,1% des exonérations ont été accordées dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux avec les partenaires



Les réalisations des exonérations s'élèvent à 190,6 milliards de FBu contre 18 milliards de FBu de prévisions, soit un taux de réalisation de 1059%.

au développement, 28,8% pour le financement extérieur, 28,1% pour les incitations fiscales dans le cadre du code des investissements, 4% pour les organisations non gouvernementales et 4,4% pour les médicaments et produits pharmaceutiques.

Pour les députés, le ministère des Finances devrait montrer les détails d'exonération des investissements

et les impacts apportés durant les années précédentes.

## Quelles sont les raisons de ce dépassement ?

Sur cette question, le ministre des Finances explique que la comparaison devrait se faire sur base des exonérations accordées dans le cadre du code des investissements. M. Niyonzima révèle que l'article 35 de

la loi budgétaire 2021-2022 stipule que seules les exonérations relatives au code des investissements sont comptabilisées. Les autres catégories d'exonérations liées aux instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux sont constitués et enregistrés pour des fins de statistiques ». Pour lever les irrégularités, il informe que les prévisions pour l'année budgétaire 2022-2023 ont été ajustées et sont estimées à 80 milliards de FBu.

## Quels sont les impacts des exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales ?

En 2016, les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs s'élevaient à 15 milliards de FBu. 26, 3 pour 2017, 61,4 milliards de FBu pour 2018, 60,5 milliards de FBu pour 2019, 127,3 milliards de FBu pour 2020, 53,5 milliards de FBu pour 2021. Les députés ont demandé au ministre des Finances les impacts de ces exonérations.

« Il est difficile de spécifier l'impact mais, sur la période considérée, la richesse a été enregistrée grâce aux exonérations accordées », affirme Audace Niyonzima. Il cite entre autres l'amélioration de la communication routière où des routes ont été construites. La RN5 (Bujumbura-Ruhwa), la RN3 (Nyanza Lac-Mugina), la RN18 (Gitega-Mwaro), la RN16 (Bururi-Gakuba), etc. Niyonzima évoque également les exonérations accordées dans le cadre de la

construction des barrages hydroélectriques en cours entre autres Ruzibazi, Kabu16, Jiji Mulembwe, les postes d'arrivée de l'électricité en provenance de la centrale hydroélectrique régionale en construction sur la rivière Akagera, Rusumo Falls.

Les exonérations ont été en plus accordées dans le cadre des projets hydroagricoles, notamment l'aménagement de plus de 10 marais situés dans les provinces de Kirundo, Ngozi, Rutana. Dans le domaine de la santé, plus de 10 centres de santé et hôpitaux ont été construits dans les provinces de Muramvya, Rumonge, Ngozi, etc.

Des écoles ont été également construites, notamment l'école Schepers à Winterekwa en mairie de Bujumbura. Dans le cadre de la promotion du tourisme, des hôtels ont été construits, ajoute-t-il.

Toutefois, le ministre des Finances déplore la qualité de certaines infrastructures entretenues, notamment les routes et les marais. Le député Simon Bizimungu demande que ceux qui ont construit la RN5 soient poursuivies jugeant qu'elle en piteux état.

Les députés recommandent de privilégier la rubrique investissement au lieu de celle relative au fonctionnement de l'Etat ou autres institutions. Les prévisions doivent tenir compte des expériences des années passées.

Bruce Habarugira

## Discours violents entre membres influents d'un même groupe

# Il faut respecter l'Etat de droit

**Des discours violents entre membres influents d'un même groupe traduisent un faible niveau de culture politique et risquent de conduire vers les violences de masse, alertent le politologue Elias Sentamba. Il conseille aux leaders d'opinion de se retenir, de faire preuve de fairplay. Au public, Sentamba propose de faire preuve d'intelligence**

son adversaire prenne le pas ou occupe les fonctions du pouvoir avant lui, mais il est tenu de respecter l'Etat de droit».

### Ces discours peuvent-ils conduire aux violences de masse ?

Il y a des ouvrages en sciences sociales, en histoire qui montrent que lorsque la haine commence par le sommet, elle se répand rapidement vers la base, affirme Sentamba. Il conseille aux leaders d'opinion de se retenir, de faire preuve de fairplay, de respecter tout le monde, y compris leurs opposants ou adversaires parce que « c'est normal qu'ils soient opposants. En plus, les postes intéressants sont peu nombreux alors que ceux qui y aspirent sont nombreux. Plus ces postes sont peu nombreux, plus il est difficile de les occuper. Il faut que les gens fassent preuve de fairplay.

### Quel comportement du public face à ces messages de haine ?

Que la population fasse preuve d'intelligence. Il faut faire preuve de patience et ne pas suivre l'exemple des gens qui se chamaillent, recommande le politologue Sentamba. « Il faut que nous Burundais, de la colline comme de la ville, moins instruits comme plus instruits, sachions que les postes de responsabilité ou de leadership sont là, mais que peu de gens les occupent. Et du coup, que nous fassions preuve de fairplay ».

Les leaders d'opinion devraient comme au football faire preuve de fairplay où les équipes adverses se serrent la main même en cas de dé-



Elias Sentamba, politologue : « Chaque leader devrait comprendre qu'il n'est pas tenu d'être d'accord avec son adversaire, mais qu'il est tenu de le respecter ».

faite de l'une d'entre elles. Mobiliser les gens par des discours haineux, c'est malsain, trouve Elias Sentam-

ba. Il recommande aux leaders de montrer à l'opinion et à la société que les leaders se respectent mutuellement qu'ils respectent l'Etat de droit.

ellement qu'ils respectent l'Etat de droit.

Bruce Habarugira

### Un problème à ce niveau ?

Pour Prof Sentamba, le problème survient lorsque les messages de haine lancés invitent l'auditoire à se mobiliser contre son adversaire et vice versa. « En fin de compte, il mobilise à la violence générale et la violence générale est toujours contre-productive, y compris pour le leader qui l'instrumentalise. Cela traduit, pour le politologue Sentamba, une faible culture politique en direction de la démocratie. « Chaque leader devrait comprendre qu'il n'est pas tenu d'être d'accord avec son adversaire, mais qu'il est tenu de le respecter. Il n'est pas tenu d'aimer que

PUBLICITE

## Jibu : La différence pour Noël



et originale dédiée à cette promotion. Ce dernier été également à l'affiche de la vidéo promotionnelle de Jibu, l'année dernière aux côtés de Mow Kanzia et Brenda.

Nul doute que Gasore, très connu pour sa proximité avec son public a rejoint Jibu cette année encore pour son approche social d'offrir une eau de qualité à un prix abordable.

Ce n'est pas tout; Jibu a prévu une grande exposition animée ce 23 Décembre 2022 à la station de Bus au niveau de SOGEMAC. Les citadins pourront profiter des offres imbattables sur les produits de Jibu et recevoir des cartes de fidélités, le tout dans l'ambiance festive de Noël.

La promotion qui prendra fin le 24 Décembre, promet visiblement d'être un vrai succès.

C'est ce Lundi 12 Décembre que la tant attendue Promotion de Noël organisée par Jibu Burundi a débuté.

Au menu de cette dernière, il faut compter : « la livraison gratuite à l'achat de toute nouvelle bouteille de 20L avec robinet » ainsi qu'une « réduction hors pair qui va de 4 800 Fbu à 4 000 Fbu pour la Jibu 5L à l'achat d'un minimum de 5 nouvelles bouteilles ».

Le célèbre comédien Ismael Gasore, tête d'affiche de cette campagne apparaîtra prochainement dans une vidéo amusante

**Jibu PROMOTION Noël**

**Livraison GRATUITE de la 20L avec robinet**  
(à l'achat d'une nouvelle bouteille de 20L avec robinet)

**Offre valable DU 12 AU 24 DEC. 2022**

**La Jibu 5L à 4 000 Fbu au lieu de 4 800 Fbu**  
(à l'achat de minimum 5 nouvelles bouteilles)

**Jibu soutient les enfants défavorisés dans le cadre de "Noël pour les enfants" organisé par Y&SP**

Jibu\_bi Info@jibu-bi.com Appelez vite au 69 140 140

# Et si on imaginait l'agriculture de façon holistique ?

Dans nos éditions précédentes, on a parlé de comment l'agriculture est menacée par l'utilisation excessive des engrais chimiques. Les sols sont de plus en plus infertiles et les rendements sont médiocres. Un lecteur fidèle de Burundi Eco interpelle. Il n'y a pas que l'infertilité des sols qui devrait inquiéter. C'est tout un programme à mettre en place

Le fidèle lecteur de Burundi Eco est Jules Henri Poncelet. C'est un belge qui a sillonné l'Afrique de l'Est sur les ailes de Caritas Belgique. Il a dirigé des projets ici au Burundi, mais aussi dans les autres pays de l'Afrique de l'Est. Il vit paisiblement sa retraite au Burundi depuis 2017. Il a fait un travail sur les perspectives de l'agriculture au Burundi jusqu'à 2040. "J'essaie de mettre les idées en œuvre, qu'on remette au goût du jour une vision moderne, dans une agriculture mondialisée, avec des changements climatiques", fait-il savoir.

« Le Burundi que j'ai connu dans les années 2000 est toujours centré vers l'agriculture. Depuis des décennies, plus de 90% de la population est agricole. L'outil principal reste ...la houe. Mais, ces 90% sont liés à un secteur qui n'a pas changé depuis belle lurette », ajoute-t-il

La rentabilité, la valeur ajoutée de l'agriculture ne constitue qu'environ 20% du PIB pour 90% de la population. Pour changer la donne, il importe de faire le choix de ce qui est cultivé, des semences, des engrais, des labours, de la mécani-

sation à la transformation. Il faudra repenser le secteur du début à la fin, prône-t-il.

## De l'agriculture de subsistance à celle exportatrice

Pour quitter cette agriculture de subsistance, il propose la refonte complète des méthodes agricoles, le regroupement des terres, la création des coopératives et la formation des gestionnaires, repenser les méthodes de travail au niveau global dans le pays, réformer l'enseignement, l'apport des langues, engager du personnel sur base des compétences.

Pour lui, l'accès doit être centré sur la recherche d'une meilleure source de revenu, de gain de temps, les économies d'échelle. Cela permettra d'arriver in fine à des rendements qui permettront de mieux vivre, de transformer puis d'exporter.

## Planifier les besoins dans le secteur agricole, un impératif

Le nombre d'intervenants extérieurs dans le secteur agricole notamment les organisations non gouvernementales est exorbitant. Il faut une coordination. " Certaines ONG ne sont pas sans reproches. Certaines, parfois, travaillent pour elles-mêmes. Essaient de toucher plus d'argent possible des bailleurs de fonds », déclare-t-il. Elles se développent, c'est souvent le cas lors de grosses crises. Et les cultivateurs demeurent dans les techniques du moyen âge, ajoute-t-il. Il propose de créer un organisme composé



« Les coopératives doivent quitter l'objectif social pour un objectif industriel ».

d'experts indépendants chargé de planification, de contrôle pas seulement dans l'agriculture, mais dans tous les secteurs qui lui sont liés.

## Un modèle coopératif adéquat pour le Burundi, mais il en faut plus

Le modèle des coopératives est adéquat pour le Burundi...Mais M. Poncelet trouve qu'il faut qu'on arrive à moyen terme à vivre de cette agriculture et avancer vers la transformation. « Les coopératives doivent quitter l'objectif social pour un objectif industriel », trouve-t-il.

La formation et le suivi des cultivateurs par des techniciens agricoles

est nécessaire. Ces derniers devront être formés en tenant compte de l'évolution des modes de cultures et des techniques modernes qu'ils mettront en application sur le terrain. On leur fixera une obligation de résultat.

Cela va prendre des années, fait-il savoir. Mais, il estime que c'est maintenant que les forces vives de ce pays doivent se mettre à la table. L'analyse doit être globale et retenir toutes les parties concernées. Il nomme le gouvernement et ses départements de l'agriculture, de l'environnement, du commerce, des finances, de l'économie, du transport. Il cite également des banques, les organisations de crédit, les institutions internationales liées au

monde agricole ou le soutenant, les Ong, des experts internationaux...

Les écoles surtout techniques liées à l'agriculture, à la mécanique, les universités et les instituts de recherche, les laboratoires, les sociétés qui certifient doivent suivre.

Tous les éléments tels que route, eau, électricité s'ils ne couvrent le pays ne permettront pas la transformation, l'industrialisation pour mener entre autre vers l'exportation et un fine la rentrée de devises. Qui sera la clé du succès du Burundi pour couvrir les besoins énormes de la population.

Dona Fabiola Ruzagiriza

## AGRICULTURE

### Filière café

# Quand le prix payé au producteur démotive les caféiculteurs

Dans tout le pays, la campagne de pulvérisation et de fertilisation descaféiers est en cours. C'est une initiative à saluer, mais qui ne suffit pas à elle seule pour augmenter le rendement du café. Il vaut mieux augmenter le prix payé aux caféiculteurs en vue de les motiver

Au cours du troisième trimestre de 2022, une campagne de pulvérisation du café, de fertilisation et de mise en place des plants de caféiers est en cours dans tout le pays. Le lancement officiel de cette campagne a été fait par le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage et a eu lieu dans la commune de Giheta de la province Gitega le 20 octobre 2022.

A cette occasion, le secrétaire permanent au ministère en charge de l'agriculture, Prosper Dodiko a rappelé que le café est un produit d'exportation qui apporte au pays beaucoup de devises et est cultivé au Burundi depuis 1920. Il a demandé aux caféiculteurs de bien entretenir le café, car il est très important dans l'économie nationale.

Dans le cadre de promouvoir la culture du café, M. Dodiko est optimiste que le gouvernement ne ménage aucun effort. A titre illustratif, selon lui, le gouvernement burundais a revu à la hausse le prix du café cerise jusqu'à 800 FBu par kg. Cela pour encourager les caféiculteurs. En plus, l'Etat donne les fertilisants



Le prix du café reste dérisoire. Certains producteurs se désintéressent de cette culture ou recourent à d'autres solutions alternatives.

aux caféiculteurs qui paient 40%, les 60% restant étant à la charge du gouvernement.

## Après son lancement officiel, la campagne de pulvérisation et de fertilisation des caféiers est en cours dans différentes provinces.

Selon l'Agence Burundaise de Presse (ABP), le Bureau Provincial de l'environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (BPEAE) de Muyinga, a lancé le 3 novembre 2022 en commune Gashoho la campagne de pulvérisation et de fertilisation

des caféiers. Cette activité a été rehaussée par les agronomes communaux et les administratifs tant communaux que provinciaux. Jean Berchmans Mpabansi, conseiller du gouverneur de la province Muyinga en charge de l'administration et des finances a demandé aux caféiculteurs d'entretenir leurs caféiers tout en utilisant les techniques vulgarisées par les moniteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la qualité du café.

Dans les provinces de Mwaro et Bujumbura, cette campagne a été lancée le 5 décembre 2022 où des séances de démonstration ont été faites simultanément en commune

Kabezi (province Bujumbura) et en commune Bisoro (province Mwaro). On a montré à la population comment pulvériser ou fertiliser la culture du café et comment gérer les plants de caféiers. Quelques jours avant, le 1er décembre 2022, on a fait la même activité en province de Rumonge. Les cadres de la BPEAE Rumonge, les administrateurs et le gouverneur de cette province ont lancé la campagne de pulvérisation de la culture du café sur la colline Murambi de la commune Rumonge. Quelques jours après, même dans la province de Rutana cette campagne a eu lieu le 9 décembre 2022. La liste de provinces où s'effectue la campagne de pulvérisation et de fertili-

sation des caféiers n'est pas exhaustive. Mais, cela est-il suffisant pour accroître le rendement du café ?

## Une bonne initiative qui ne suffit pas à elle seule

La politique visant la fertilisation et la pulvérisation de la culture de caféiers est à saluer, mais elle ne suffit pas à elle seule pour augmenter la production du café. Avant tout, il faut intéresser les caféiculteurs selon différents intervenants dans la filière café. D'abord, l'Etat devrait revoir à la hausse le prix d'un kilogramme de café. Ce qui stimulera l'engouement des caféiculteurs. Le prix actuel du café cerise est de 800 FBu par kg.

Comme le prix du café reste dérisoire, certains producteurs se désintéressent de cette culture ou recourent à d'autres solutions alternatives. Par exemple, La vente illégale du café burundais dans les provinces du Nord du pays (Kayanza, Ngozi,...) a été monnaie courante au cours des mois estivaux en 2022. Des quantités importantes de café transitant vers le Rwanda ont été saisies. A titre d'illustration, 396 sacs contenant à peu près 27 tonnes de café parche frauduleux ont été saisis sur la colline Kigume de la zone Ngoro, commune de Gatara en province de Kayanza lors d'une fouille-perquisition faite le 25 mai 2022. Une des raisons de cette vente illégale du café dans les pays limitrophes est que le prix pratiqué au Burundi est très bas.

Gilbert Nkurunziza

# Masculinité positive, une arme contre les VBG

Les VBG (violences basées sur le genre) constituent l'une des violences les plus persistantes et les plus dévastatrices au Burundi. Elles demeurent également l'une des moins signalées en raison de l'impunité, du silence, de la stigmatisation et du sentiment de honte qui l'entourent. Le PNUD Burundi sensibilise les hommes pour pouvoir lutter efficacement contre les VBG



Il est indispensable que les hommes soient à l'avant-garde du combat, car les actes de violence à l'égard des femmes et des filles sont généralement perpétrés par les hommes.

Dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burundi a organisé lundi le 12 décembre 2022 un atelier sur l'approche masculinité positive et son rôle dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

Caractérisé par une forte présence d'hommes, cet atelier a vu la participation du staff du PNUD et des agences des Nations Unies, des partenaires de mise en œuvre des projets du PNUD, des partenaires prestataires de services, des membres du Réseau des Hommes engagés pour la lutte contre les violences basées sur le genre, des membres du troupe théâtrale Ninde, etc.

Dans son discours, Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi a rappelé que la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993) définit la violence à l'égard des femmes comme « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ».

## Les formes et manifestations de violences à l'égard des femmes sont très diversifiées

M. Ciowela explique que les nombreuses formes et manifestations de la violence ainsi que la diversité des expériences vécues par les femmes de par le monde révèlent le lien existant entre le patriarcat et les autres relations de domination et de subordination des femmes dans divers contextes.

Selon lui, les formes et manifestations de violences à l'égard des femmes sont très diversifiées et présentent un large éventail d'agressions : agressions sexuelles, viols, violences conjugales, harcèlement sexuel, harcèlement moral, inceste, mutilations génitales, contrôle de virginité, mariages forcés, exploitation sexuelle, prostitution, privation d'argent, etc.

Ses conséquences sur la santé physique, sexuelle et mentale des femmes et des filles sont multiples. Elles peuvent être immédiates ou de long terme et incluent la mort. La violence a des effets négatifs sur le bien-être général des femmes et les empêche de participer pleinement à la vie sociale et économique. Les conséquences néfastes de la violence n'affectent pas seulement les femmes, mais également leurs familles, leur communauté et le pays.

Les coûts de la violence sont très élevés et ont un impact sur les budgets nationaux et, plus globalement, sur le développement.

## Les chiffres en disent long

Une étude réalisée en 2018 par le PNUD et l'AFRABU a révélé les aspects négatifs qui fragilisent les femmes et les filles burundaises. Sur 326 enquêtées, 65,4 % ont révélé que la fille n'a pas la facilité de recevoir l'héritage familial comme son frère. 61,6% affirment que les femmes n'ont pas toujours la facilité d'accès à la parole tandis que 26,6% signalent que les filles n'ont pas la même facilité d'aller à l'école que les garçons.

63,9% des personnes interrogées ont révélé que dans les relations intimes, les femmes n'osent pas exprimer leur désir sexuel. 51,1% ont révélé que les hommes manifestent le sentiment sexuel, mais que les femmes affichent une méfiance envers ce comportement. Cette divergence de perception fait éclater les violences de l'homme à l'égard de la femme.

En plus, au Burundi, le langage utilisé pour établir des différences entre les hommes et les femmes dénigre celle-ci. Il s'agit entre autres : « La femme n'as pas droit de parole en public », « la femme est uniquement chargée de travaux domestiques », etc. Toutes ces expressions concourent à démontrer que la fille est une personne qui doit

rester à la maison et à la disposition de l'homme. L'accès limité aux ressources est également un problème non négligeable pour les femmes.

Pierre Claver Seberegé, sociologue note néanmoins que des avancées significatives ont été enregistrées depuis 2018.

## La masculinité positive comme moyen de lutte

Pour M. Ciowela, il est important de faire en sorte que les hommes soient mobilisés pour pouvoir lutter contre les VBG. La masculinité positive est une perspective par laquelle l'engagement des hommes et des garçons est utilisé pour soutenir le mouvement qui est plus large pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes.

Il est indispensable que les hommes soient à l'avant-garde de ce combat, car les actes de violence à l'égard des femmes et des filles sont généralement perpétrés par les hommes le plus souvent en abus des positions que leur confèrent les normes patriarcales, ainsi que d'autres ressorts comme la domination économique sur les femmes. A travers la masculinité positive, les hommes font partie intégrante de la solution.

Dans sa présentation, sur

« l'approche de la masculinité positive », Pierre Claver Seberegé définit d'abord la masculinité comme l'ensemble des caractéristiques attendues d'un homme dans la société.

Selon ce sociologue, les caractéristiques de la masculinité positive au Burundi sont puisées aussi bien dans la culture burundaise que dans les droits de l'homme. Quant à l'égalité et à l'équité, il a annoncé que l'égalité des genres ne signifie pas que les hommes et les femmes doivent devenir identiques, mais que leurs droits, responsabilités et chances ne dépendront pas du fait d'être né garçon ou fille. Et à l'équité de genre signifie qu'un traitement impartial doit être accordé aux hommes et aux femmes en fonction de leurs besoins respectifs.

Il rappelle que l'homme idéal présente des qualités et des comportements souhaités par la communauté. Il doit être fidèle, confiant, travailleur, respectueux de soi et des autres, valorise le dialogue, aime et traite sa femme et sa famille dans la dignité, etc.

## Des hommes témoignent sur leurs transformations

Grâce aux approches utilisées par International Rescue Committee (IRC)

notamment Engaging Men through Accountable Practices-EMAP (Engagement des hommes à travers les pratiques redevables ainsi qu'aux sensibilisations de l'organisation Care International, les hommes se sont transformés et pratiquent actuellement la masculinité positive et sont des modèles dans leurs communautés. Ils se réjouissent que leurs ménages se sont tirés de la pauvreté.

C'est le cas de Faustin Ntiranyibagira, originaire de la colline Muremera dans la commune Giheta de la province Gitega. Cet homme qui a grandi en voyant son père violenter sa mère a voulu faire de même après s'être marié. « Mon père frappait ma mère. Il ne lui donnait jamais de l'argent pour les besoins familiaux. Ma mère se courbait devant lui à chaque fois qu'il rentrait le soir », explique Ntiranyibagira. Et de continuer : « Après mon mariage, j'ai appliqué à la lettre le comportement de mon père. Je pensais que c'était cela les valeurs d'un homme, chef de ménage ». Par après, sa famille s'est retrouvée dans une pauvreté sans nom, révèle-t-il en ajoutant que sa femme est devenue comme vieille suite aux mauvais traitements lui infligés.

C'est grâce aux sensibilisations sur l'approche de la masculinité positive de Care International que Faustin Ntiranyibagira a changé son comportement. Il a commencé à collaborer avec sa femme en ce qui concerne la vie du ménage. « Actuellement, je n'ai aucune honte à préparer le repas ». Sa femme a par après démarré le petit business notamment la vente des cannes à sucre. Après deux ans, cette famille a acheté son propre vélo et, après 4 ans, elle s'est construite une grande maison en dur.

Ce n'est pas tout. Faustin Ntiranyibagira a fondé depuis 2008 le Réseau des hommes engagés contre les violences basées sur le genre (ABATANGAMUCO). Ce réseau qui couvre jusqu'à maintenant 64 communes dans 11 provinces a déjà atteint plus de 10 mille ménages sensibilisés, précise M. Ntiranyibagira.

Révérien Ndayifukamiye de la commune Buhiga dans la province de Karusi est un autre homme qui pratique la masculinité positive. Cela grâce à l'approche EMAP de l'IRC.

Cet homme affirme que sa femme subissait des violences de tout genre. « Je recourais à l'adultère. Ma femme n'avait pas accès aux récoltes j'en écoulais d'ailleurs au marché et en fin me livrais à la débauche », fait-il savoir. Révérien Ndayifukamiye informe que grâce à l'approche EMAP, ce comportement a changé. « Pour le moment, nous décidons ensemble avec ma femme en ce qui est de la gestion du ménage », ajoute-t-il tout en rassurant que leur famille vit aisément.

## Quid des recommandations ?

Tous les intervenants dans le domaine sont recommandés de préserver l'homme contre les préjugés sociaux, d'amener l'homme à se rendre compte que l'émancipation de la femme ne veut pas dire son indépendance par rapport à l'homme et qu'elle profite aux ménages. Il faut également valoriser l'accessibilité de la femme aux ressources. C'est ce qui détermine leurs capacités réelles d'action dans la renégociation de leurs rôles productifs et reproductifs. Il est également important de lever les barrières socio-culturelles défavorables à la femme.



Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD au Burundi : « Les conséquences néfastes de la violence n'affectent pas seulement les femmes, mais également leurs familles, leur communauté et le pays ».

## Corridor Central Versus AFAB

## Le commerce transfrontalier, une vache laitière pour accroître le PIB

Une centaine de femmes commerçantes transfrontalières membres de l'Association des Femmes Entrepreneures du Burundi (AFAB) ont été formées sur le régime commercial simplifié grâce à l'appui du Corridor Central. Cela en dates du 6, du 8 et du 9 novembre 2022. Le passage de l'informel au formel de ces femmes leur permettra de contribuer non seulement au développement de leurs ménages, mais aussi au développement du pays



*Immaculée Nsengiyumva, secrétaire générale de l'AFAB : « Les commerçantes transfrontalières qui font la fraude sont dans l'informel. Il est difficile pour elles d'avoir accès aux crédits. Pire encore, elles ne peuvent pas participer dans la passation des marchés publics ».*

« J'ai failli être tué alors que je pratiquais la fraude des pagnes », déplore Fride Ndagijimana, commerçante transfrontalière résidant à Rumonge au Sud-Ouest du pays.

Quinquagénaire et mère de sept enfants, elle témoigne qu'elle a été sauvée parce qu'elle savait prononcer « Magimbi, qui veut dire colocases en Kiswahili parlé en Tanzanie. « Dans le cas contraire, si j'avais prononcé « Mahole » comme cela se dit en Kiswahili parlé en République Démocratique du Congo (RDC) ou en Kiswahili parlé au Burundi, j'aurais été fusillée », témoigne-t-elle.

Mme Ndagijimana indique qu'elle fraudait les pagnes du Burundi vers la Tanzanie. Pour les transporter, elle les mélangeait avec les colocases dans un sac.

Un jour, avoue-t-elle, j'ai pris un boat. « Au lieu de nous embarquer sur les rives du lac, il nous a laissé presque au milieu du lac. Pourtant, c'était une heure du matin. Je devrais transporter un sac rempli de colocases et de pagnes. J'ai fait des manœuvres pour atteindre les rives. J'ai transporté ce sac malgré sa lourdeur. Moi et mes collègues sommes passés près d'un camp militaire où nous avons failli être fusillés. Dieu merci, nous avons continué le chemin », raconte-t-elle avant d'annoncer qu'elle avait loué un stand au marché de Kigoma en Tanzanie.

C'est là où elle a déposé ces articles qui par après ont été bouffés par ses collaborateurs.

Béatrice Siniremera, veuve, mère de 3 enfants habitant à Rumonge et commerçante transfrontalière notifie qu'elle a payé 7 millions 800 mille FBu d'amendes pour des marchandises d'une valeur de 600 mille FBu.

« Je collaborais avec des hautes personnalités. Ceux-ci transportaient nos articles en provenance de la Tanzanie dans leurs véhicules. Saisis un jour, la personne qui les transportait nous a appelé par téléphone pour nous informer de la mauvaise nouvelle. C'est là où nous avons écopé des amendes », notifie-t-elle.

### Les commerçantes transfrontalières confrontées à moult défis

Pulchérie Ahishakiye, quinquagénaire et mère de trois enfants fait le commerce transfrontalier entre le Burundi et la RDC.

Elle indique que le petit capital dont elle dispose ainsi que les barrières non tarifaires sur la route Gatumba (RN4) déstabilisent les commerçantes transfrontalières. Par exemple, atteste-t-elle, pour arriver à la frontière à Gatumba, on passe sur trois barrières.

Immaculé Nsengiyumva, secrétaire générale de l'AFAB confirme que les femmes commerçantes transfrontalières qui s'adonnent à la fraude s'exposent. « Une fois attrapées, le risque est qu'elles perdent parfois même le capital avec la probabilité d'être tuées, car elles font la fraude souvent pendant la nuit », martèle-t-elle.

Mme Nsengiyumva précise que les fraudeuses font une concurrence

déloyale à ceux qui travaillent dans le formel.

Par ailleurs, ces femmes sont pour la plupart du temps en désaccord avec les chauffeurs qui les exigent des frais exorbitants pour le transport des marchandises frauduleuses.

Et de reconnaître : « Les commerçantes transfrontalières qui font la fraude sont dans l'informel. Il est difficile pour elles d'avoir accès aux crédits. Pire encore, elles ne peuvent pas participer dans la passation des marchés publics ».

Par contre, insiste-t-elle, lorsqu'elles travaillent dans le formel, elles augmentent le revenu des ménages surtout qu'elles travaillent en toute sécurité et tranquillité. Grâce aux taxes et impôts qu'elles paient, selon toujours Mme Nsengiyumva, elles participent au développement du pays. Celui-ci construit des hôpitaux, des routes, des écoles... dont les bienfaits retournent sur le citoyen.

### Le Corridor Central à la rescousse

Frank Ngoga, Chef du Département Douanes et Facilitation du Commerce au sein du Corridor Central, une organisation régionale regroupant le Burundi, la RDC, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda déclare que le Corridor Central œuvre d'arrache pied pour plaider en faveur de la réduction des barrières commerciales.

D'après lui, les frais inutiles imposés aux points de passage frontaliers, le temps de passage aux frontières et l'état délabré des routes freinent le développement du commerce transfrontalier.

« C'est pourquoi, le Corridor Central investit dans la mise en place des postes frontières à arrêt unique (OSBP), dans la réhabilitation et la construction des routes, du chemin de fer... », conclut M.Ngoga.

### Un accord commercial entre le Burundi et la RDC pour promouvoir le commerce transfrontalier

L'assemblée nationale a adopté à l'unanimité ce mardi 13 décembre 2022 la loi portant ratification de l'accord commercial entre le gouvernement du Burundi et la RDC.

Pour Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux qui a présenté le projet de loi, cet accord commercial concerne surtout le commerce transfrontalier effectué par des petits commerçants.

« Ceux-ci sont constituées de femmes et de jeunes qui exportent des quantités ne dépassant pas une valeur convenue de 500 USD par jour et par commerçant. Ainsi, les quantités exportées par ces opérateurs ne peuvent pas causer des pénuries », explique-t-il.

Capitaine Dukundane informe que ce qui est en train d'être fait pour le moment c'est que les associations et les coopératives des commerçants transfrontaliers identifiées sont mobilisées pour produire elles-mêmes les produits à exporter.

Et de renchérir : « Les droits de douanes et les tarifs préférentiels seront appliqués aux produits se trouvant sur la liste convenue et dont la valeur est supérieure à 500 USD. Ce qui n'empêche pas que les négociations vont continuer avec l'application de cet accord afin d'augmenter cette valeur ».

### La RDC, un grand marché

Le ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux rappelle que la population de la RDC est de plus de 90 millions d'habitants sur plus ou moins 11 à 12 millions de Burundais. Ce qui constitue un grand marché pour la production burundaise.

« La signature d'un accord commercial avec la RDC permettra de faire le commerce légal étant donné que l'étude de la Banque centrale et de l'Institut des Statistiques et Etudes Economiques du Burundi (ISTEE-BU) de 2019 sur le commerce informel a montré que, seulement 10% rentrent par le commerce formel tandis que 90% disparaissent dans le commerce informel. C'est ainsi que la balance commerciale du Burundi avec la RDC est excédentaire », informe-t-il.

L'intérêt de cet accord, continue Capitaine Dukundane sont entre autres réduire les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, faciliter le commerce transfrontalier principalement pour les femmes à faibles revenus, élargir l'assiette fiscale, augmenter les exportations et créer des emplois en améliorant l'accès aux marchés...

### Le Recos au profit du PIB

D'après Capitaine Dukundane, le Régime Commercial Simplifié (RE-COS) peut relever le Produit Intérieur Brut (PIB), car il vient pour réguler le petit commerce transfrontalier. Celui-ci est constitué en grande partie d'une façon informelle surtout par les femmes et les jeunes.

Le caractère informel, selon toujours le ministre en charge des infrastructures, résulte des barrières de toutes sortes, barrières tarifaires et non tarifaires subies par les acteurs de ce commerce.

Et de faire remarquer : « Le régime simplifié va aboutir à l'élimination ou à la diminution de ces obstacles ».

Il affirme que le RECOS contribue au relèvement du niveau de vie de plusieurs ménages et de la balance des paiements du pays.

« En 2018, les échanges transfrontaliers informels s'évaluaient à 928 159 000 de FBu, les exportations représentant 275 773 000 de FBu et les importations 652 336 000 de FBu (cfr les données de la BRB de 2019).

Ce commerce fournit aussi un revenu important aux producteurs des marchandises échangées, aux grossistes et employés des entreprises commerciales, aux vendeurs des services ainsi qu'aux transporteurs de ces produits », précise Capitaine Dukundane.

Et de marteler : « L'enquête sur le commerce transfrontalier réalisée par la BRB en collaboration avec l'ISTEEBU en 2018 montre que la RDC est le premier partenaire dans les échanges commerciaux, constituant ainsi une part de plus de 56% du marché, secondée par la Tanzanie avec 43% des parts ».

Le ministre en charge des infrastructures déplore que les données statistiques montrent que le commerce qui se fait entre les deux pays est pour la plupart informel. « La mise en œuvre de cet accord va favoriser l'augmentation du taux de croissance », rassure-t-il.

Notons que toutes les frontières que le pays partage avec la RDC sont actuellement régies par le règlement de la Communauté Est Africaine (CEA). On applique le Tarif Extérieur Commun (TEC). Les marchandises ne dépassant pas une valeur de 2 000 USD subissent une déclaration simplifiée.

Mélance Maniragaba



Une fois l'accord commercial entre le Burundi et la RDC appliquée, les droits de douanes et les tarifs préférentiels seront appliqués aux produits se trouvant sur une liste convenue et dont la valeur est supérieure à 500 USD.

# Rumonge : Fermeture des marchés informels

L'administrateur de la commune de Rumonge a procédé à la fermeture des marchés clandestins implantés dans certains quartiers dont la gestion échappe à la commune. Les résidents et commerçants indiquent que l'unique marché central de Rumonge ne peut plus desservir toute la ville et demande la construction d'un autre marché public

Il argue que ces marchés ne disposent même pas d'infrastructures de base comme les latrines, l'eau potable ou les stands. D'où leur fermeture d'autant plus que les propriétaires n'ont pas préalablement demandé une autorisation d'ouverture.

## « Le marché central est saturé »

Les commerçants rencontrés à Rumonge indiquent que le marché central est pour le moment saturé. Sa construction remonte à 1990 et il n'est plus à mesure d'accueillir tous les commerçants qui veulent y exercer.

N.A, une consommatrice rencontrée dans la ville de Rumonge indique que les consommateurs se rabattent sur les marchés dits clandestins proches de chez eux pour s'approvisionner en produits alimentaires surtout.

Elle indique qu'elle habite à 3 km du marché central de Rumonge et que par conséquent il lui est difficile de parcourir cette distance pour acheter des tomates, des aubergines ou du poisson alors qu'à quelques mètres de chez lui il y a un petit marché.

Elle demande qu'un autre marché public puisse être construit pour desservir tous les quartiers de cette ville.

M.P, un autre consommateur demande que les marchés clandestins soient maintenus, mais qu'ils soient placés sous la gestion de la commune afin de faciliter la tâche



Les consommateurs se rabattent sur les marchés dits clandestins proches de chez eux pour s'approvisionner en produits alimentaires surtout.

L'administration communale de Rumonge a fermé tous les marchés informels appelés communément « Kasoko » en langue nationale se trouvant dans les quartiers de Birimba, Rukinga et Nkayamba. Pour cause, ces marchés ont été mis en place par des particuliers et leur gestion échappe à la commune. Ce sont des particuliers qui ont libéré leurs parcelles pour y installer des marchés afin de collecter illégalement des taxes. Or, seule la commune a les prérogatives de percevoir les taxes, fait remarquer Jérémie Bizimana, administrateur de la commune Rumonge.

## Seuls trois marchés sont opérationnels

Les marchés qui sont ouverts au public sont le marché central de Rumonge, le marché dit « Rwagura Market » appartenant à un opérateur économique et le petit marché qui se tient le soir dans le quartier Swahili appelé communément « Soko Porona », a indiqué l'administrateur communal de Rumonge. La gestion de ces marchés est assurée par la commune, a martelé Jérémie Bizimana.

aux personnes qui habitent loin du marché central de Rumonge.

La fermeture des marchés clandestins intervient deux semaines après la descente effectuée par le Premier

Ministre en province de Rumonge. Il s'agit de la mise en application des recommandations issues de la réunion qu'il a tenue avec les administratifs de ladite localité. Le patron de la primature avait notamment

instruit les autorités provinciales de promouvoir les pratiques de la bonne gouvernance en combattant l'anarchie, et l'impunité qui ont pris pion sur la rue.

F.N

## ANNONCE

**BurundiECO**  
Hebdomadaire socio-économique gratuit

## AVIS A NOS CHERS CLIENTS ET PARTENAIRES

La direction du journal porte à la connaissance du public en général et de ses lecteurs en particulier qu'il déménage vers son nouveau siège social situé sur la chaussée d'Uvira dans l'immeuble abritant les bureaux de l'**Imprimerie Hope Design**. Ce déménagement fait partie intégrante des réformes visant à restructurer les formats de publication pour l'an prochain.

En plus du bulletin trimestriel qui revêt un aspect purement éducatif : «**Dossier Pédagogique**», le Journal Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web du journal [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com). Ces réformes impliquent également l'extension de son service commercial vers **les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients**.

Le journal diversifie ses canaux de diffusion en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux. A l'ère du numérique, la désinformation et les rumeurs inondent les réseaux sociaux. Pour ce faire, le journal Burundi Eco veut exploiter ses plateformes numériques (site web, Facebook, Twitter) pour informer sur l'actualité socio-économique.

Dans cette optique, le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24h. Rejoignez dès maintenant des milliers d'internautes du village planétaire qui nous suivent à travers le monde. Ainsi, vous recevrez des flashes d'informations et une revue de la presse directement sur votre téléphone portable. Tout lecteur qui souhaiterait rejoindre le **club de plus de 15 000 lecteurs** qui reçoivent chaque semaine le journal peut soumettre d'ores et déjà une manifestation d'intérêt à l'adresse mail : [info@burundi-eco.com](mailto:info@burundi-eco.com).

Le journal Burundi Eco est un média d'information et d'éducation socio-économique qui a été créé en 2012. Dix ans après sa création, le bilan est largement positif. L'hebdomadaire a confirmé sa position dans le paysage médiatique Burundais en tant que titre spécialisé dans le traitement des questions économiques. Il est très apprécié par bon nombre de lecteurs de

par son contenu riche et diversifié ainsi que son caractère apolitique. Le nouveau format du journal lancé en juillet 2017 a permis de traiter plusieurs sujets d'informations socio-économiques de façon détaillée. Ainsi, des dossiers rédactionnels sur des thématiques qui touchent directement la vie des citoyens ont été réalisés. Le journal a noué des partenariats avec les universités dans le cadre de promouvoir la langue française en incitant les étudiants à le lire.

Suivez-nous sur :

1. **Facebook** : [www.facebook.com/JournalBurundiEco](http://www.facebook.com/JournalBurundiEco)
2. **Twitter** : @BurundiEco
3. **Site web** : [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com)
4. **Groupe Whatsapp** : 65 80 00 09

Pour plus de détails, contactez-nous :

• **Benjamin KURIYO, Directeur de publication**

Tél : 65 80 00 09/ 79 787 548

Email : [direction@burundi-eco.com](mailto:direction@burundi-eco.com)

• **Mélance BUREGEYA, Directeur Général**

Tél : 76 109 109

Email : [bmelance@hopedesign.bi](mailto:bmelance@hopedesign.bi)

*Burundi Eco, une voix pour le développement social et économique*

# Le Kenya profite des avantages de l'AGOA

Le Kenya est devenu le plus grand exportateur de produits agricoles et de textiles vers les Etats-Unis. L'exportation des marchandises en franchise de droits de douane vers les Etats-Unis en vertu de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) a dépassé 50 milliards de shillings kenyans après avoir chuté l'année dernière



D'après les données du Bureau National des Statistiques du Kenya (KNBS), la valeur des exportations vers les Etats-Unis a bondi de 20%, marquant l'un des gains les plus importants en sept ans.

Au cours des deux dernières décennies, la plus grande contribution au commerce éligible à l'African Growth Opportunities Act (AGOA) inclut les exportations de pétrole du Nigeria et de l'Angola, et dans une moindre mesure du Tchad et de la République du Congo. Le stock de pétrole brut ayant considérablement diminué, d'autres pays en ont profité pour inverser la vapeur. Ainsi, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Lesotho, le Ghana et Madagascar ont été parmi les principaux pays non pétroliers à profiter de la loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique.

## Le Kenya, un bon élève

D'après les données du Bureau National des Statistiques du Kenya (KNBS), la valeur des exportations vers les Etats-Unis a bondi de 20%, marquant l'un des gains les plus importants en sept ans. Les principaux produits exportés par le Kenya vers les Etats-Unis comprenaient des vêtements, des noix de macadamia, du titane, du café, du thé et des épices.

Les exportations kenyanes sont constituées en particulier par les vêtements. La valeur des exportations manufacturières est passée de 42,2 milliards de shillings kenyans en 2020 à 50,6 milliards de shillings kenyans au cours de la période considérée.

Les investissements en capital sont passés à 23 milliards de shillings kenyans l'année dernière contre

19,1 milliards de shillings kenyans en 2020, tandis que l'emploi direct du secteur a augmenté de 10,5 % pour atteindre 50 359 emplois créés.

## L'AGOA, une fenêtre d'opportunités pour les pays africains

Le Kenya a été considéré comme le principal exportateur de marchan-

dises sous AGOA dans l'East African Community. L'économiste Dishon Amanyia soutient que le Kenya a eu du mal à exporter des marchandises en dessous de l'AGOA et à devenir le plus grand exportateur d'Afrique de l'Est obtenant ainsi divers avantages. « L'AGOA offre un accès en franchise de droits au marché américain pour les marchandises et crée un environnement commercial favorable entre le Kenya et les Etats-

Unis. Cela offre aux consommateurs des produits de haute qualité et différenciés à des prix hors taxes, tandis que les entreprises kenyanes se développent grâce à l'augmentation des exportations et de l'accès au marché », fait savoir Amanyia.

Le Kenya est également devenu un important exportateur de marchandises, car il a poursuivi ses activités commerciales entre lui et les Etats-Unis. Le Kenya a également été en mesure d'apporter un soutien technique et financier aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises qui produisent des produits prometteurs identifiés et de soutenir le développement des marchés et des produits spécifiques, conclut Dishon.

## La sous-région mise sur les ressources naturelles

Dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'Ouganda vend le plus de produits agricoles (80 % des exportations totales). Les exportations les plus importantes sont le café (22 % des exportations totales), suivi du thé, du coton, du cuivre, du pétrole et du poisson.

Du côté tanzanien, les principaux produits exportés sont l'or, les noix de coco, les noix du Brésil, les noix de cajou et les légumineuses sèches. Les exportations du Rwanda vers les Etats-Unis sont dominées par le café, les minerais et concentrés de tantale, le tungstène et les noix de macadamia (congelées, fraîches ou séchées).

Edgar Wabwire

## ANNONCE

### REAMENAGEMENT DE L'AGENCE MOSO

Chers clients/Partenaires,

La société **HOPE DESIGN**, votre partenaire en communication imprimée depuis 2009 a l'honneur de vous informer que son **agence située à l'avenue MOSO n°23** sera fermée à partir du **20 décembre 2022 pour réaménagement**.

Tous les services habituellement offerts à l'agence seront disponibles à son siège social situé sur la route **CHAUSSEE D'UVIRA, à 400m de l'EX-BINUB**.

HOPE DESIGN vous assure que toutes les dispositions ont été mises en place pour répondre efficacement aux besoins de ses clients en permanence, notamment une équipe du service commercial qui vous rejoindra sur terrain et des numéros d'appel pour toutes informations.

Pour plus d'informations supplémentaires, prière nous joindre sur les adresses suivantes :

**Mélance BUREGEYA**

Directeur Général

Tél : 76 109 109

[hopedesign@hopedesign.bi](mailto:hopedesign@hopedesign.bi)

**Evariste MANIRAKIZA**

Directeur commercial

Tél : 61 103 103

[marketing@hopedesign.bi](mailto:marketing@hopedesign.bi)

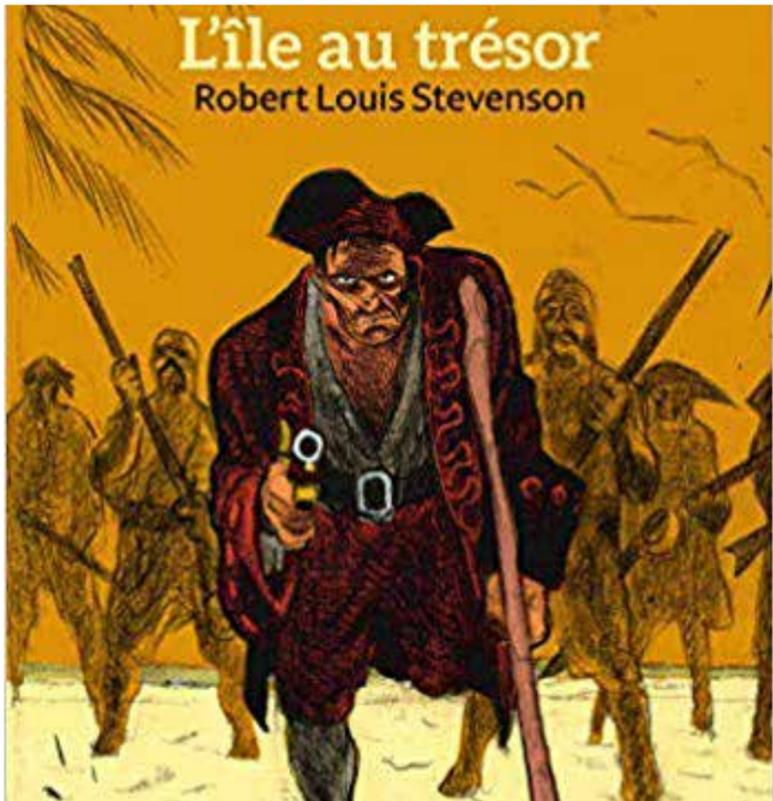
**Liesse NDAYIKUNDA**

Chef de service commercial

Tél : 65 800 033

[liesse.ndayikunda@hopedesign.bi](mailto:liesse.ndayikunda@hopedesign.bi)





## « L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Enfin, tout autour du monticule, et de manière à enclorre la source, régnait une forte palissade de six pieds de haut, sans porte ni solution de continuité, formée de pieux trop lourds pour qu'il fût aisé de les arracher, trop espacés pour que des assiégeants pussent s'en faire un abri. On devait donc les voir venir du fort et les tirer en toute sûreté, comme des lapins. Au total, les choses étaient arrangées pour qu'une poignée d'hommes pût tenir là contre un régiment.

Mais ce qui me séduisait surtout, c'était la source. Il faut dire que les provisions, ni les vins fins, ni les armes et les munitions ne manquaient à bord de l'Hispaniola ; mais nous n'avions plus d'eau.

J'étais en train de songer au moyen d'en emporter, quand un cri épouvantable, – un cri d'homme qu'on égorge, – déchira les airs. Je n'étais plus un novice et j'avais souvent vu la mort de près : – j'ai servi sous le duc de Cumberland et j'ai eu l'honneur d'être blessé à Fontenoy ; – et pourtant ce cri me glaça d'épouvante.

« C'est l'appel suprême du pauvre Jim ! » me dis-je.

Un médecin doublé d'un vieux soldat a bientôt fait d'arrêter ses résolutions. Sans perdre une minute, je revins à la grève et je me jetai dans le canot.

Hunter était heureusement un excellent rameur. L'embarcation volait sur l'eau, à la lettre. Elle eut bientôt rallié le schooner, et je sautai sur le pont.

Tout le monde était en émoi, comme de juste. Le squire, blanc comme un linge et la tête basse, pensait au danger où il nous avait entraînés, le pauvre homme ! Et l'un des matelots se trouvait à peu près dans le même état.

« Voilà un gaillard pour qui tout ceci est chose nouvelle, me dit le capitaine en me le montrant du coin de l'œil. Il s'est presque évanoui quand il a entendu ce cri. Le moindre effort suffirait, je gage, pour nous le ramener. »

Je fis part au capitaine de ce que je venais de voir, du plan que j'avais conçu et qu'il adopta aussitôt. Restait à l'exécuter sans délai.

Nous commençâmes donc par poster le vieux Redruth dans la coursive qui conduisait du salon à l'avant, – avec un matelas pour rempart, contre la grille, et quatre mousquets chargés à portée de sa main. Hunter amena le canot sous la fenêtre de poupe, et, avec l'aide de Joyce, je le chargeai de poudre, de mousquets, de biscuit, de porc salé, d'un baril de cognac et de ma précieuse boîte à médicaments.

Pendant ce temps, le squire et le capitaine étaient restés sur le pont. Quand le moment fut venu, M. Smollett s'adressa à haute voix au second maître :

« Monsieur Hands, lui dit-il, vous voyez que nous sommes deux, chacun avec une paire de pistolets... Si l'un de vous six a le malheur de faire un signal quelconque, je vous avertis que c'est un homme mort !... »

Cet avertissement prit les six hommes par surprise. Ils restèrent quelque temps à se consulter, puis tout à coup se jetèrent dans l'écouille de l'avant. Sans doute, ils espéraient nous surprendre par derrière. Mais à peine avaient-ils vu les préparatifs de Redruth dans la coursive, qu'ils revinrent à l'avant, et une tête se montra sur le pont.

« À bas, chien ! » cria le capitaine en levant son pistolet.

La tête disparut aussitôt, et, pour quelque temps au moins, nous nous trouvâmes débarrassés de ces six guerriers peu redoutables.

Cependant le canot était aussi lourdement chargé que possible. Joyce et moi, nous nous laissâmes glisser par la fenêtre de poupe, et nous fîmes aussitôt force de rames vers la grève.

Ce second voyage ne manqua pas d'attirer l'attention des deux hommes qui gardaient les chaloupes. Celui qui sifflotait s'arrêta de nouveau, et comme nous allions disparaître derrière le renflement dont j'ai parlé, l'un d'eux se jeta à terre et disparut. Un instant, je fus tenté de modifier mon plan et de détruire les chaloupes. Mais je me dis que Silver pouvait être à portée avec sa bande, et qu'il ne fallait pas risquer de tout perdre pour avoir voulu trop gagner.

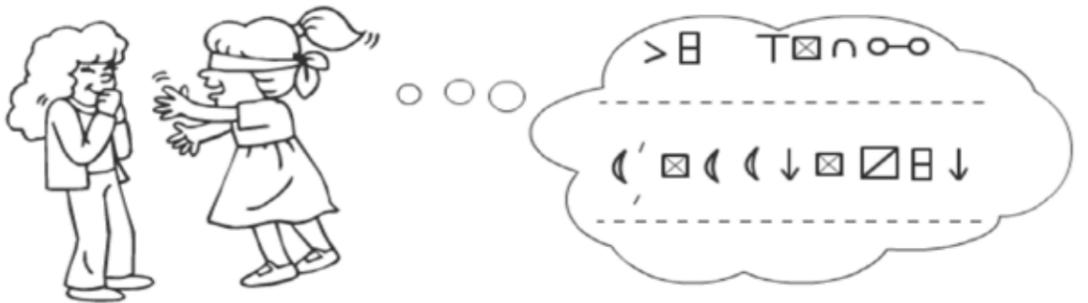
Nous accostâmes donc au point où j'avais d'abord touché et nous nous

## Message codé

En t'aidant du code secret, déchiffre ce que Marine dit à son amie Sarah.

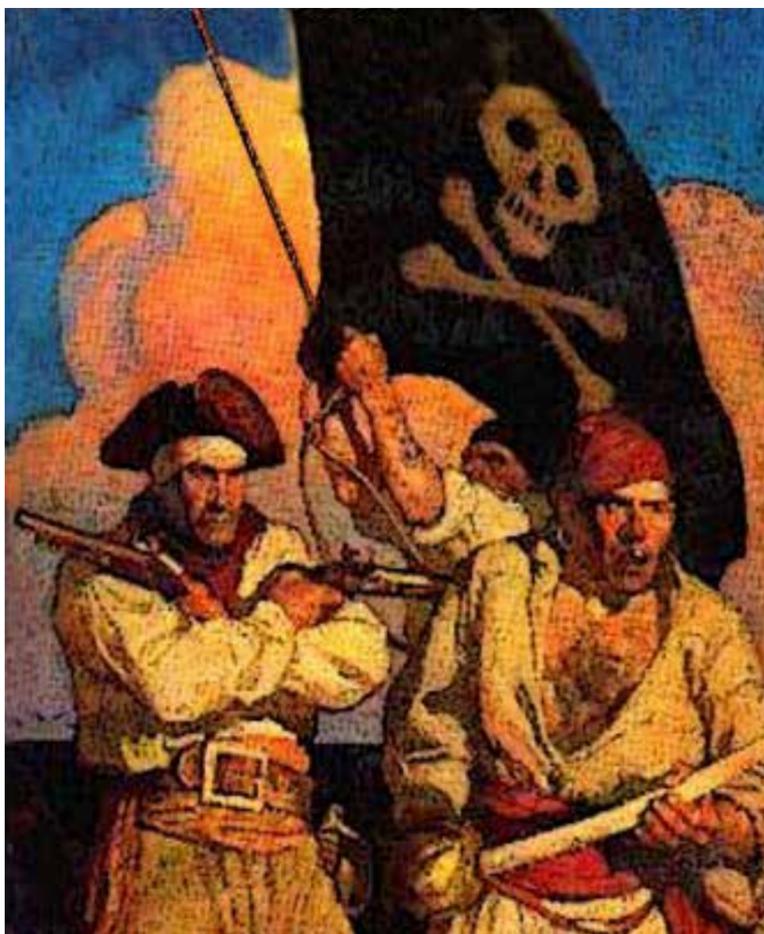
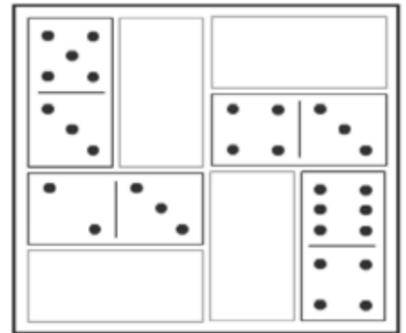
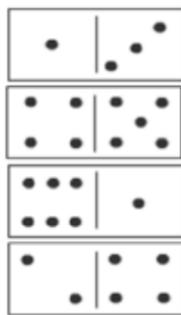
Code secret

a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
☐	☆	0	□	⊞	○	∠	⊥	∩	>	⊖	△	‡
n	o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z
⊖	∩	☐	↑	↓	⊖	∩	⊞	⊖	⊞	⊞	⊞	⊞



## Les dominos

Place les 4 dominos dans le jeu de manière à ce que le total des points de chaque ligne et de chaque colonne soit égal à 14.



mêmes à transporter les provisions au fort, ou, pour ne pas lui donner un nom si ambitieux, au blockhaus. Pesamment chargés tous les trois, nous nous contentâmes, à ce premier voyage, de jeter notre chargement pardessus la palissade. Puis, laissant Joyce à la garde de ce premier convoi, – seul à la vérité, mais avec six mousquets sous la main, – nous nous hâtâmes, Hunter et moi, de revenir au canot.

Trois fois, sans reprendre haleine, nous renouvelâmes ce voyage ; puis, notre cargaison bien et dûment mise à l'abri, je laissai les deux domestiques dans le blockhaus, et je revins seul à l'Hispaniola.

Mon projet était de ramener un second chargement. Il peut sembler téméraire. Mais il faut songer que si nos adversaires avaient l'avantage du nombre, nous avions celui des

armes. Aucun des rebelles qui se trouvaient à terre n'avait de mousquet, et avant d'arriver à portée de pistolet, nous comptions bien en mettre au moins une demi-douzaine à bas.

Le squire m'attendait à l'arrière, complètement remis de sa faiblesse. Il attira le câblot que je lui lançai et l'attacha solidement ; puis, nous recommençâmes avec ardeur à charger le canot. La cargaison consista presque exclusivement, cette fois, en porc salé, biscuit et poudre, avec seulement un mousquet et un cou-telas pour chacun de nous, le squire, le capitaine, Redruth et moi. Tout le reste des provisions, armes et munitions, qui se trouvait à bord, nous les jetâmes à l'eau, par deux brasses de fond. Je vois encore l'éclat bleuâtre de l'acier, brillant sous les eaux sur un lit de sable jaune.

La marée descendait, et le schooner commençait à virer lentement autour de son ancre. On entendait des appels lointains dans la direction des chaloupes, et quoique cela nous rassurât sur le compte de Joyce et de Hunter, qui se trouvaient plus à l'Est, c'était un avertissement de nous hâter. Redruth abandonna donc son poste dans la coursive et rejoignit le squire et moi dans le canot, que nous amenâmes alors à l'échelle de tribord pour être plus à portée d'embarquer le capitaine. Jusqu'à cette dernière minute, en effet, il avait monté la garde sur le pont. Au moment de descendre, il s'adressa à ceux de l'avant, d'une voix haute et ferme : « Hé ! les hommes, dit-il, m'entendezvous ?... »

La suite de "L'île au trésor"...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 19 décembre 2022 à 21h10



**Film: Green Book : sur les routes du Sud**

Genre : Biographie  
Durée : 125 mn  
Réalisateur : Peter Farrelly  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2018

En 1962, alors que règne la Ségrégation, Tony Lip un vider italo-américain du Bronx, est engagé pour conduire et protéger Don Shirley, un pianiste noir de renommée mondiale, lors d'une tournée de concerts. Durant leur périple de Manhattan jusqu'au Sud profond, ils s'appuient sur le Green Book...

mardi 20 décembre 2022 à 20h45



**Doc: Bahamas, un rêve en bleu**

Genre : Découverte  
Durée : 95 mn  
Présenté par : Jérôme Pitorin  
Nationalité : France

Au Bahamas, Jérôme Pitorin part à la découverte des sources d'un patrimoine naturel incroyable et préservé. De Nassau, la capitale moderne et joyeuse, à Cat Island, la belle île authentique préservée du tourisme, c'est un voyage coloré et au rythme du grand bleu et du Rake'n'Scrape...

mercredi 21 décembre 2022 à 20h55



**Film: Camille redouble**

Genre : Comédie dramatique  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : Noémie Lvovsky  
Nationalité : France  
Année : 2011

Dure journée pour Camille. Après avoir été «égorgée» sur le tournage d'un mauvais film d'horreur, elle rentre à la maison où l'attend son ex-mari, Éric, avec lequel elle se dispute violemment. Puis, déjà très éméchée, elle se rend à un réveillon de la Saint-Sylvestre au cours duquel elle tombe...

jeudi 22 décembre 2022 à 20h35



**Doc: Les extraordinaires sens des animaux**

Genre : Animalier  
Durée : 45 mn  
Nationalité : Angleterre

Au cours de l'évolution, les animaux ont développé différentes techniques pour pouvoir s'orienter et survivre sur terre. Ils possèdent des capacités qui dépassent celles de l'être humain. Grâce à ces super sens, ils sont capables de grandes prouesses.

vendredi 23 décembre 2022 à 20h50



**Film: Drive**

Genre : Thriller  
Durée : 95 mn  
Réalisateur : Nicolas Winding Refn  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2011

Un jeune homme solitaire, «The Driver», conduit le jour à Hollywood pour le cinéma en tant que cascadeur et la nuit pour des truands. Très professionnel et peu bavard, il a son propre code de conduite. Jamais il n'a pris part aux crimes de ses employeurs autrement qu'en conduisant, et au volant...

samedi 24 décembre 2022 à 20h55



**Film: Jumeaux**

Genre : Comédie  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Ivan Reitman  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1988

En 1953, quelques généticiens décident de créer un être exceptionnel. Six hommes triés sur le volet sont donc sélectionnés pour féconder Mary Ann Benedict, une jeune femme belle et intelligente. Mary Ann accouche de jumeaux mais on le lui cache et on lui annonce la mort du bébé...

dimanche 25 décembre 2022 à 20h50

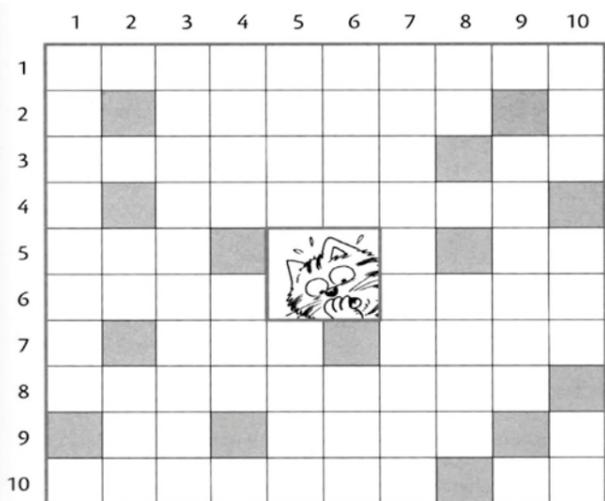


**Film: Course à la mort**

Genre : Science-fiction  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Paul W.S. Anderson  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2008

États-Unis, 2012. La prison de Terminal Island, dirigée d'une main de fer par Mme Hennessey, sa directrice, contraint ses détenus à participer à des courses de voitures extrêmes, des courses «à mort», diffusées sur Internet. Le premier parvenant à enchaîner cinq victoires est gracié...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Font partie de l'ordre de la chevalerie • 2. Non sédentaire • 3. Cours d'eau • Du verbe « pouvoir » • 4. Bizarre • 5. Déplacement dans l'air • Nord-Ouest • 6. Petit âne • Sorti • 7. Pas beaucoup • Trottoir de gare • 8. Souverains d'empires • 9. Voyelles de « mare » • Dévêtues • 10. Attachées par des vis • Du verbe « pouvoir »

VERTICALEMENT

1. Habitation mobile • 2. Pronom indéfini • Cinquième mois • 3. On les timbre • 4. Du verbe « voir » • Venue au monde • 5. D'une saveur rude • Boîte • 6. Prénom de femme • Possédée • 7. Pareilles • 8. Voyelle double • Acides • 9. Réfléchis • 10. Ancienne pièce de monnaie • Contraire de non • Du verbe « voir »

Proverbes

« Bon chien chasse de rasse »

On hérite généralement des qualités de sa famille

« Bien faire et laisser dire ou laissez braire »

Il faut faire son devoir sans se préoccuper des critiques

« Les beaux esprits se rencontrent »

Se dit plaisamment lorsqu'une même idée, une même pensée, une même vérité est énoncée simultanément par deux personnes

« Autant en emporte le vent »

Se dit de promesses auxquelles on n'ajoute pas foi, ou qui ne sont pas réalisées

« A tout seigneur tout honneur »

Il faut rendre honneur à chacun suivant son rang

« L'argent n'a pas d'odeurs »

Certains ne se soucient guère de la manière dont ils gagnent de l'argent pourvu qu'ils en gagnent

« A beau mentir qui vient de loin »

Celui qui vient d'un pays lointain peut sans craindre d'être démenti, raconter des choses fausses

« Abondance de bien ne nuit pas »

On accepte encore par mesure de prévoyance, une chose dont a déjà une quantité suffisante

« A l'oeuvre on connaît l'ouvrier ou l'artisan »

C'est par la valeur de l'ouvrage qu'on juge celui qui l'a fait

« A quelque chose malheur est bon »

Les événements fâcheux peuvent procurer quelque avantage, ne fût-ce qu'en donnant de l'expérience

« A coeur vaillant rien d'impossible »

Avec du courage on vient à bout de tout

« A bon chat bon rat »

Se dit quand celui qui attaque trouve un antagoniste capable de lui résister

Mots croisés : Solution du numéro précédent

R O M A N C I E R E  
A P I C U L T E U R  
P E S E \* E A \* \* E  
I R E \* \* \* L \* Q I  
D A R D I \* U N  
E \* E U E T A T  
M A \* R \* \* \* O S A  
E C \* B A B O U I N  
N N \* A L U \* T \* T  
T E R M I T I E R E

# Le Burundi est-il prêt à conquérir le marché américain ?

Du 13 au 17 décembre, les dirigeants de 49 pays africains et de l'Union africaine ont conviés dans la capitale américaine, pour parler sécurité, économie, santé ou encore changement climatique. Le président Burundais y est rendu avec 41 investisseurs burundais à la recherche des partenariats dans le cadre de l'Africa Growth Opportunities Act (AGOA). Le Burundi doit doubler les efforts pour se faire une place dans ce marché où se rencontrent de grandes puissances industrielles et exportatrices africaines



Evariste Ndayishimiye, Président de la République : « Vous devez compléter sur la liste ce que vous allez faire et je vous assure que nous ferons le suivi. Celui qui n'amènera aucun partenaire sera déconsidéré ».

Ces 41 investisseurs ont été choisis dans différents secteurs : la banque, la transformation agroalimentaire, le transport, la communication, l'hôtellerie et tourisme, le commerce, le sport, l'assurance, l'événementiel... Tous les secteurs semblent être représentés. Les critères qui ont été mis en avant pour choisir les hommes d'affaires qui ont accompagné le président ne sont pas connus. Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) pense que les affinités politiques auraient joué un rôle.

Un autre constat est lié la représentation des femmes. Sur ces 41 investisseurs, les femmes ne sont que 6. L'Association des Femmes d'Affaires du Burundi (AFAB) s'est réservé de tout commentaire avant de demander des explications à la Chambre Fédérale de Commerce et de l'Industrie du Burundi (CFCIB).

Lors de la célébration de la journée des contribuables, le président met en garde les hommes d'affaires qui allait l'accompagner. «Vous devez compléter sur la liste ce que vous allez faire et je vous assure que nous ferons le suivi. Celui qui n'amènera aucun partenaire sera déconsidéré».

## Un marché gros qui peut noyer le Burundi

41 investisseurs burundais vont aux USA pour rechercher des partenariats dans le cadre de l'AGOA. Embrasser l'AGOA alors que les autres marchés ne sont même pas servis par le Burundi c'est comme avoir les yeux plus gros que le ventre.

Pour se faire une idée, il faudra revoir la part des USA dans le commerce extérieur du Burundi. Pour les statistiques de l'ISTEEBU, l'Amérique représente une part insignifiante voire nulle. Au troisième trimestre de l'année 2022, sur la courbe des importations, les USA n'apparaissent même pas, tandis que la Chine avec 14,6% de la valeur totale des importations occupe la première position des pays de provenance des produits importés.

Quant aux exportations, le continent américain ne représente que 0,2 milliards de FBu de la valeur totale des exportations alors que la RDC représente 23%. Ces chiffres renseignent également sur le type de marché qui attire le Burundi. Le marché congolais n'est pas si exigeant en termes de qualité.

Cela étant, le Kenya est considéré comme le principal exportateur de marchandises sous AGOA dans l'East African Community. D'après les données du Bureau National des Statistiques du Kenya (KNBS), la valeur des exportations vers les Etats-Unis a bondi de 20%. Face au Nigeria, à l'Angola, au Kenya, à l'Ethiopie...qui sont de grands ex-

portateurs de produits pétroliers et manufacturés, le Burundi risque d'être avalé par ces gros poissons.

Cela étant, c'est au moment où le Burundi ne parvient pas à inonder les autres marchés régionaux tels que l'EAC, le COMESA, la ZLECAF, ...

## Le marché américain est plus exigeant

Il faudra se conformer à certains principes. Les produits doivent remplir les normes internationales. Il y a des valeurs auxquelles les USA sont attachés. Ce sont notamment les droits de l'homme, la bonne gouvernance et les principes démocratiques. C'est pourquoi même dans ce sommet, il y a des pays qui n'ont pas été invités. On notera le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Soudan. Le Burundi avait été suspendu en octobre 2015 et la suspension a été effective en janvier 2016. Après les élections de 2020, le Burundi a regagné la confiance des USA.

Sur le marché international, les consommateurs font confiance aux entreprises qui sont certifiées système. Le BBN n'a pas les moyens de faire un contrôle systématique de

toutes les unités de transformation agroalimentaires qui avoisinent 700 dans tout le pays. Non certifiés par une institution accréditée système, les produits burundais ne peuvent accéder au marché international. En attendant l'accréditation du BBN, certaines entreprises de transformation agroalimentaire cherchent elles-mêmes des certificats systèmes dans les institutions internationales reconnues dans la certification.

Dans les propos recueillis par le journal Iwacu au mois dernier, Séverin Sindayikengera, directeur générale du BBN fait savoir que son bureau est à plus de deux tiers d'être certifié système. « Nous sommes en train de chercher ces certificats, surtout ISO 17065, pour que nos laboratoires soient accrédités et 17025 pour montrer que nos services sont reconnus dans la certification des produits au niveau international », indique-t-il.

Au-delà de la certification, le Burundi est hanté par un autre problème de diminution ou d'augmentation insignifiante des exportations. Dans ce cas, la conquête du marché américain devient difficile voire impossible à conquérir.

## Bonne volonté ou manœuvre stratégique ?

C'est le deuxième sommet du genre après celui organisé sous l'ère Obama. Le sommet USA-Afrique à Washington en présence d'une centaine de chefs d'Etats et leurs délégations. Les USA annoncent une enveloppe de 55 milliards de dollars pour l'Afrique sur les trois prochaines années. Des fonds qui devront être consacrés à la santé et à la réponse au changement climatique.

« Un des objectifs de ce sommet est que la Maison Blanche essaie de contrer un peu l'influence de la Russie et de la Chine en Afrique. Mais je crois que les deux sont liés. « Je crois que la Maison Blanche veut être le médiateur entre les investisseurs africains et américains », explique un analyste politique américain. Cet analyste trouve que l'Afrique constitue une opportunité que les USA peuvent saisir. Malheureusement, il n'y a pas d'investissements économiques américains en Afrique. S'agit-il de développer une relation économique solide avec l'Afrique ou plutôt d'une manœuvre stratégique pour concurrencer d'autres puissances qui sont sur le terrain.

## La fiabilité des USA mise en cause

Les USA sont un pays investisseur à travers le monde. La question qui se pose est de savoir si les investisseurs américains au niveau des grandes entreprises américaines sont motivés à venir s'installer en Afrique. Encore, on a du mal à suivre la politique américaine envers l'Afrique. Elle dépend du locataire de la Maison Blanche. Obama avait ouvert un large boulevard qui a été refermé par Donald Trump. Aujourd'hui, on rouvre avec Joe Biden. On risque d'être dans un éternel recommencement qui plombe la stratégie américaine en terme de coopération avec le continent africain. Cela remet donc en question la fiabilité des Etats-Unis en tant que partenaire.

L'analyste politique américain explique qu'il y a des enjeux économiques à saisir de la part des USA par les pays africains. « Il faut que les leaders africains quittent Washington avec des promesses solides », ajoute-t-il.

Avec d'autres pays, l'AGOA avait été conclu pour permettre d'exporter certains produits africains vers le marché américain sans droit de douane. Le marché américain est un marché idéal en termes d'accords de libre-échange avec les pays africains importateurs, mais, réel pour les grands pays producteurs et exportateurs.

L'AGOA (African Growth Opportunities Act), en français "Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique", est une loi fédérale américaine adoptée le 18 mai 2000 par le Congrès américain et signée par le Président Bill Clinton. L'objectif principal de cette loi est de stimuler la croissance et le développement orientés vers l'exportation dans la région africaine. Elle a été renouvelée pour la dernière fois en 2015 pour une période de dix ans jusqu'en 2025. Actuellement, trente-huit (38) pays africains sont éligibles aux avantages de cette loi.

Dona Fabiola Ruzagiriza



Le Burundi devrait fournir beaucoup d'efforts pour rejoindre le rang des autres pays comme le Kenya dans l'AGOA.